

Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 18 Janvier 2017

Séance n° 2017_1

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le dix-huit janvier deux milledix-sept, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

Finances

- 1- Décision modificative n°2
- 2- Mise en place d'un tarif dégressif de location de la salle de réunion du Centre de Soins
- 3- Demande de subvention au titre de la DETR 2017 et auprès du Conseil Départemental – Travaux divers et équipement numérique aux écoles
- 4- Demande de subvention au titre de la DETR 2017 et auprès du Conseil Départemental – Travaux divers à la Mairie dont accessibilité

Questions Diverses

L'an deux mille dix-sept et le dix-huit du mois de Janvier à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 janvier 2017

Présents : (17) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, M. David RAYMOND, MM. Eric GOUDONNET, Emmanuel MOULIN, Francis VITRAS, Mme Géraldine VIRUMBRALES.

Absent excusé : Mme Irène FIORAZZO, M. Jean-Marie MACEIRA

Madame Géraldine VIRUMBRALES est désignée secrétaire de séance.

Le Compte-rendu de la dernière séance du 7 Décembre 2016 a été transmis par mail à chaque conseiller le 13 janvier 2017. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci.

M. MOULIN regrette que son document relatif à l'annonce de la volonté de la Poste de fermer le bureau de Saint-Christoly de Blaye, lu lors du conseil du 16 novembre 2016 n'ait pas été joint au compte-rendu du conseil de décembre.

Mme PICQ indique que c'est un oubli mais qu'il sera effectivement ajouté comme convenu.

Le compte rendu, soumis au vote, est donc approuvé par :

16 voix POUR et 1 voix CONTRE (M. MOULIN). Motif de M. Moulin : « ses propos concernant la proposition de La Poste ne figurent pas dans le compte-rendu ».

Délibération n° 20170118-01 – DECISION MODIFICATIVE N°2 AU BP 2016

Délibération

Madame le Maire ouvre la séance et rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'il a autorisé un dégrèvement de la Taxe Foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs.

Aussi, le compte 7391171, « dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs », doit être approvisionné.

Madame le Maire propose d'inscrire les crédits nécessaires comme suit :

Dépenses de fonctionnement

6574 : « subventions aux associations » - 402,00 €

Dépenses de fonctionnement

7391171 « dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs » + 402,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- ACCEPTE les crédits supplémentaires tels que présentés ci-dessus.

Votes Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération n° 20170118-02 – CREATION D'UN TARIF POUR LA LOCATION DE LA SALLE DE REUNION DU CENTRE DE SOINS

Discussion : la Commission des Finances, réunie en date du 10 janvier propose un tarif plus adapté pour la location de la salle de réunion du Centre de Soins au Pôle santé pluridisciplinaires qui souhaite

l'occuper une journée par semaine soit 4 jours par mois, par rapport notamment à celui de la location à Saint-Yzan.

Mme PICQ soumet le tarif de 60.00 euros par mois charges comprises. Ce tarif sera applicable à compter de février 2017.

Mme Valérie CHAMBOUNAUD estime que la Commune ne s'y retrouvera pas si d'autres associations demandent la location sur ce même principe.

Mme Stéphanie BAUDE précise que cette salle est dédiée aux professionnels de santé et qu'elle n'est louée que ponctuellement.

M. Thomas BERLINGER ajoute que la salle génère des coûts (chauffage...), qu'elle soit louée ou pas. C'est donc un plus que de la louer même à un tarif adapté.

M. Emmanuel MOULIN s'interroge : pourquoi le Centre de Soins a-t-il sollicité une réunion avec tous les élus le 24 janvier prochain ?

Mme Stéphanie BAUDE lui répond que nous ne connaissons pas la teneur de leur demande et que nous l'entendrons lors de la réunion.

Mme Murielle PICQ précise qu'ils parleront des charges même si des efforts ont été faits : en effet, les tarifs ont été réajustés au vu du fonctionnement sur une année pleine du Centre de Soins.

Délibération

Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que par délibération n° 20161207 du 7 décembre 2016, le Conseil a arrêté un tarif de location pour l'occupation de la salle de réunion du centre de soins.

Il convient d'appliquer un tarif spécifique pour la location de cette salle pour le pôle de santé pluridisciplinaire qui l'occuperait une journée par semaine, soit 4 jours par mois.

La commission des finances qui s'est réunie le 10 janvier 2017, a convenu de porter le coût de la location à 60 € par mois charges comprises.

Madame le Maire demande au Conseil de valider le tarif proposé par la commission, soit :

- 60 € par mois charges comprises.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- DECIDE la mise en place d'un tarif de location de la salle de réunion du centre de soins pour le pôle de santé, tel que défini ci-dessus et dans les termes énoncés.

Votes Pour : 16 Contre : 1 (Valérie CHAMBOUNAUD) Abstention : 0

Délibération n° 20170118-03 – DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) EXERCICE 2017 – DEMANDE DE SUBVENTION

Discussion :

Madame le Maire précise qu'une demande de subvention ne nous engage pas, si nos moyens financiers ne le permettent pas, à faire les travaux. Que les devis sont établis au « maximum » et que des tableaux existants pourraient être utilisés dans certaines salles.

Le taux minimum de la subvention DETR est de 25 %, le maximum de 35 %.

Mme Marie-Claude BELLUE s'interroge : achat de 10 licences Microsoft alors qu'on n'achète que 4 ordinateurs ?

Mme Michèle BILLIER explique que les 10 licences équiperont les 10 ordinateurs de l'école.

Mme Murielle PICQ précise que les versions présentes sur ces ordinateurs étant différentes, tous les postes seront dorénavant équipés de la même manière.

Mme PICQ informe les élus du contenu du devis établi par M. CROISANT, notre prestataire informatique, en concertation avec Mme BARRIERE, la Directrice de l'école, il est prévu l'achat d'une licence Microsoft spécifique pour les scolaires « 2016 – Sélect + éducation ». Mme PICQ propose à Mme BILLIER de demander des renseignements complémentaires à M. CROISANT, afin d'en informer les élus lors d'une prochaine réunion.

M. Emmanuel MOULIN remarque qu'il n'est peut-être pas nécessaire d'avoir des ordinateurs derniers cris pour les enfants.

Délibération

Madame le Maire rappelle la Loi de Finances n° 2010-1657 du 29 Décembre 2010 créant la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR). Cette dotation vise à subventionner entre autres les équipements de la collectivité.

Madame le Maire propose donc de solliciter au titre de la DETR 2017, attribuée par l'Etat, la subvention pour l'achat des matériels informatiques et numériques suivants pour l'école élémentaire :

- 4 ordinateurs portables (souris comprises) pour un montant global de 1.505,12 € HT, soit 1.806,14 € TTC
- 10 licences MICROSOFT Office Standard 2016 pour un montant de 545 € HT, soit 654 € TTC
- 4 vidéoprojecteurs et 4 tableaux magnétiques (fourniture et installation, câblage compris) pour un montant global de 6.125,94 € HT, soit 7.351,13 € TTC

Le montant prévisionnel de cette opération s'élève à 8.176,06 € HT.

Dans ce cadre, la DETR peut atteindre 35 %, soit 2.861,62 € d'une enveloppe de dépenses plafonnée à 200.000 €.

C'est à ce titre que le Conseil Municipal décide :

- De solliciter l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2017, pour l'attribution d'une subvention à hauteur de 35 % pour l'achat de matériels informatiques et numériques pour l'école élémentaire dont le montant total s'élève à 8.176,06 € HT ;

Le plan de financement prévisionnel de ces travaux s'établit de la façon suivante :

Dépenses d'investissement :

- Dépenses HT :	8.176,06 €
- Dépenses TTC	9.811,27 €

Recettes d'investissement :

- DETR 35 %	2.861,62 €
- FCTVA 16,404 %	1.609,44 €
- Département	3.587,20 €
- Autofinancement	1.753,01 €

- D'autoriser Madame le Maire à signer tous documents relatifs à l'aboutissement de ce dossier et à encaisser cette subvention.

Votes Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération n° 20170118-04 – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR L'ECOLE ELEMENTAIRE

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la possibilité de solliciter le Conseil Départemental pour obtenir une subvention afin de poursuivre l'équipement informatique de l'école élémentaire.

Cet équipement consiste en l'achat de :

- 4 ordinateurs portables (souris comprises) pour un montant global de 1.505,12 € HT, soit 1.806,14 € TTC
- 10 licences MICROSOFT Office Standard 2016 pour un montant de 545 € HT, soit 654 € TTC
- 4 vidéoprojecteurs et 4 tableaux magnétiques (fourniture et installation, câblage compris) pour un montant global de 6.125,94 € HT, soit 7.351,13 € TTC

Le montant prévisionnel de cette opération s'élève à 8.176,06 € HT.

Dans ce cadre, la subvention du Conseil Départemental peut atteindre 40 % du coût HT (sachant que le montant HT de l'investissement est plafonné à 7.600 €) et qu'à cela s'ajoute un coefficient de solidarité qui est de 1,18 pour l'année 2017 pour notre commune.

La subvention s'élève donc à 3.587,20 €.

C'est à ce titre que le Conseil Municipal décide

- De solliciter le Conseil Départemental pour l'attribution d'une subvention pour l'achat de matériels informatiques et numériques pour l'école élémentaire dont le montant total s'élève à 8.176,06 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de ces travaux s'établit de la façon suivante :

Dépenses d'investissement :

- Dépenses HT : 8.176,06 €
- Dépenses TTC 9.811,27 €

Recettes d'investissement :

- DETR 35 % 2.861,62 €

➤ FCTVA	1.609,44 €
➤ Département	3.587,20 €
➤ Autofinancement	1.753,01 €

- AUTORISE Madame le maire à signer tous documents relatifs à l'aboutissement de ce dossier et à encaisser cette subvention.

Votes Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

**Délibération n° 20170118-05 – DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR)
EXERCICE 2017 – DEMANDE DE SUBVENTION**

Discussion : Madame Picq précise que les honoraires de l'architecte ne peuvent pas être inclus dans la demande de subvention.

M. MOULIN estime que le prix : près de 40 000,00 € pour l'installation de toilettes publiques est excessif.

Mme PICQ répond que pour l'heure, c'est le seul devis dont nous disposons et que la solution « cabine » ne sera pas retenue.

Mme PICQ ajoute que la subvention sera versée au prorata du montant des factures qui seront à payer.

Délibération

Madame le Maire rappelle la Loi de Finances n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 créant la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR). Cette dotation vise à subventionner entre autres les équipements de la collectivité.

Madame le maire propose donc de solliciter au titre de la DETR 2017 attribuée par l'Etat la subvention pour, dans le cadre de l'ADAP, les travaux de mise en accessibilité des bâtiments communaux suivants :

- Mairie : Accueil,
 Salle des Mariages,
 Toilettes publiques
- Eglise - accès

Les travaux sont les suivants :

- Fabrication et la pose de portes d'entrée, comportant un seuil handicapé, pour accéder au secrétariat de la Mairie et aux bureaux des permanences pour un montant de 3.195 € HT, soit 3.834 € TTC,
- Création d'un escalier et d'une rampe handicapé afin d'accéder à la salle des mariages pour un montant de 20.940,00 € HT, soit 25.128 € TTC,
- Fourniture, pose et mise en service d'une toilette publique accessible aux personnes handicapées et s'intégrant directement dans le bâtiment existant de la mairie pour un montant de 31.825 € HT, soit 38.190 € TTC.

Le montant prévisionnel de ces travaux s'élève à 55.960,00 € HT.

Dans ce cas, la DETR peut atteindre 35 %, soit 19.586 €, d'une enveloppe de dépenses plafonnée à 500.000 €.

C'est à ce titre que le Conseil Municipal décide :

- De solliciter l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2017, pour l'attribution d'une subvention à hauteur de 35 % pour la mise en accessibilité des bâtiments communaux susmentionnés dont le montant total s'élève à 55.960 € HT ;

Le plan de financement prévisionnel de ces travaux s'établit de la façon suivante :

Dépenses d'investissement :

- Dépenses HT :	55.960,00 €
- Dépenses TTC	67.152,00 €

Recettes d'investissement :

- DETR 35 %	19.586,00 €
- FCTVA 16,404 %	11.015,61 €
- Autofinancement	36.550,39 €

- D'autoriser Madame le Maire à signer tous documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier et à encaisser cette subvention.

Votes Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

Questions Diverses

1 -La Commission du Personnel se réunira le lundi 23 janvier pour évoquer notamment les problèmes rencontrés au secrétariat avec la DGS qu'on ne peut pas garder. Cette dernière en a été informée.

M. MOULIN s'étonne de ce revirement de situation.

Mme PICQ lui répond que l'agent n'a pas les compétences attendues.

Mme BELLUE demande quand elle part

Mme PICQ indique que son contrat prendra fin le 31 mars à la fin de son CDD

Mme BELLUE demande si la DGS a trouvé les accès SYLAE

Mme PICQ répond que oui

2 -Mme PICQ informe les élus que le Centre de Loisirs ne fonctionnera pas dans les écoles, comme cela avait été évoqué dans un premier temps. Les enfants seront accueillis dans d'autres structures en dehors de la commune ce qui nécessitera des transports et une réorganisation du travail du personnel périscolaire.

Une réunion de la Commission des écoles doit se tenir le 26 janvier concernant les TAP. A ce sujet, Mme BILLIER s'est rendue à la CCB et un de leurs techniciens viendra sur notre Commune pour faire un point. Pour ce faire, nous devons leur adresser une information sur notre organisation et son coût pour le 31 janvier.

3 - Pour le Conseil Communautaire de la CCB du 26 janvier, les élus qui sont intéressés doivent se positionner sur les différentes commissions via le tableau que Mme Picq a déjà envoyé par mail, sachant que pour certaines, notamment la CLECT, les délégués devront être désignés. Nous sommes dans l'attente d'une information de la CCB nous précisant les modalités de transfert des charges.

4 -Mme PICQ informe le Conseil de la demande de prêt de verres par l'association le CLUB 50. Nous en disposons de 150, mais suite à de la casse, nous devons en racheter. Mme Picq propose de généraliser le prêt à l'ensemble des associations.

M. BERLINGER suggère l'achat de casiers en plastique pour les transporter.

5 -Mme PICQ demande aux élus disponibles et volontaires de se positionner sur le planning des expositions photos au Vox avant d'envisager de faire appel au personnel communal pour assurer les permanences restantes.

6 -M. CADUSSEAU s'interroge sur le devenir de la Poste

Mme PICQ répond qu'elle est sans nouvelle de Mme Petit, mais que les horaires du bureau de Poste vont certainement changer. De plus, notre demande pour l'installation d'un distributeur automatique a été rejetée.

Mme BAUDE précise que nous ne remplissons pas les critères de distance (en temps et en kilomètres) par rapport aux distributeurs situés sur la commune de Saint-Savin.

7 -M. MOULIN informe que, sur la facture d'eau reçue pour l'assainissement non collectif, la part SPANC - avance sur 2017 - doit nous être remboursée du fait de notre départ de la CDC Latitue Nord Gironde. Pour l'assainissement collectif, il y aura une régularisation entre LNG et la CCB.

8 -M. MOULIN informe qu'un habitant de l'impasse de la boulangerie nous alerte sur la présence d'un véhicule mal garé. Le constat sera à établir par notre Policier Municipal.

Mme PICQ s'interroge sur la nécessité de l'aménagement d'un parking sur la partie communale de l'impasse.

9 -L'aménagement du Parking du Centre de Soins devant commencer courant février, M. MOULIN propose l'installation « avant-gardiste » de bornes électriques de recharge.

Sachant que l'unité dont le coût est d'environ 10 000.00 € peut être subventionnée à hauteur de 80 %.

Mme PICQ indique qu'une telle borne existe à Saint-Savin et demande si on ne va pas être encore confronté à un problème de proximité comme pour le DAB.

M. MOULIN rétorque qu'il pourrait y avoir 2 bornes sur notre commune.

Mme PICQ indique qu'il va y avoir un cheminement béton désactivé, elle demande quelles sont les démarches à entreprendre pour une telle installation.

M. MOULIN suggère d'adresser une demande auprès du Syndicat Electrique de Cavignac pour prendre en charge une partie des 2 000.00 € restant.

L'annonce simultanée de la volonté du groupe La Poste de fermer le bureau de St-Christoly et de l'académie de fusionner nos deux écoles n'est pas de bon augure pour l'avenir de notre commune.

Le développement économique est source de richesse et de pérennité. Son atonie est source de régression. Que souhaitons-nous face à ces deux évènements qui pénaliseront à terme Saint-Christoly ?


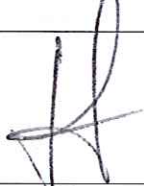
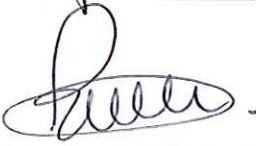

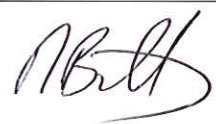
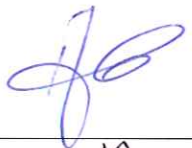
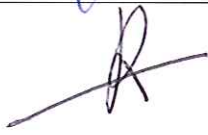

Selon les dernières présentations, tout semble joué et chacun doit s'accommoder de la situation nouvelle sans rechigner.

Le plus important semble être le rapprochement de notre commune avec Blaye, au regard de la consistance de "L'avis de votre maire" face à "La position de votre conseil" dans la dernière parution des échos de Saint Christoly, ou de la motivation affichée par les représentants de la commune dans les réunions d'accostage entre la communauté de commune de Blaye et les nouvelles communes annexées, réunions où l'opposition municipale de Saint Christoly est clairement exclue.

Nous souhaitons que notre conseil municipal et ses représentants défendent les intérêts de notre commune et de sa population, notamment :

- En rappelant au groupe La Poste notre volonté de ne pas voir fermer le bureau de poste actuel et de porter les heures d'ouvertures et le service rendu à un niveau acceptable (pour exemple : il n'est plus possible d'obtenir un chèque de banque sur Saint Christoly). Au regard de ces éléments, nous demandons à tous de s'abstenir sur le choix de l'agence postale communale et de demander à Madame le Maire de s'impliquer avec plus de véhémence, en médiatisant les actions, afin que le bureau de poste reste ouvert dans sa configuration actuelle, avec une durée minimale d'ouverture de 35 heures hebdomadaires et avec les services que tout citoyen peut attendre d'une agence bancaire normale, voire au pire avec un distributeur automatique afin de ne pas paralyser l'économie de proximité.
- Concernant la fusion des écoles, l'avis de toutes les parties prenantes lors d'une réunion plénière semble opportun afin que le conseil municipal ait un avis éclairé et que ne soit pas pris en compte uniquement la position de l'inspecteur d'académie et l'opportunité de ne plus avoir qu'un seul conseil d'école.
- En refusant toute hausse de la fiscalité induite par le rapprochement avec la communauté de communes de Blaye, voire ultérieurement par le passage de la citadelle de Blaye au niveau communautaire.

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal
Séance 2016_09 du 16 Novembre 2016

<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme PICQ Murielle, Maire	
M. DEBET Daniel, Premier Adjoint	
Mme BAUDE Stéphanie, Second Adjoint	
M. GRIMEE Bernard, Troisième Adjoint	
Mme BILLIER Michèle, Quatrième Adjoint	
Mme ANCELOT Odette, Conseillère Municipale	
Mme BELLUE Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme BERLEMONT Valérie, Conseillère Municipale	
M. BERLINGER Thomas, Conseiller Municipal	
M. BERNY François, Conseiller Municipal	

M. DEBET évoque l'éventualité d'installer la seconde borne à RABUT

10 - M. MOULIN demande où en est la délimitation de places supplémentaires pour les camping-cars.

Mme PICQ répond que cela a été envisagé le long de la rue Gabriel Perruchon où ils se garent déjà mais que des places de parking pour les autres véhicules sont également nécessaires lors des spectacles au VOX notamment.

M. MOULIN insiste sur la nécessité de médiatiser

Mme PICQ indique la possibilité de faire financer l'aménagement de la borne d'eau de l'espace camping-cars par l'Office de Tourisme de la CCB

M. MOULIN revient sur l'installation de bornes électriques, elle doit intervenir rapidement car les subventions d'ici quelques années n'existeront plus.

Mme CHAMBOUNAUD intervient en demandant si les concessionnaires automobiles ne financeraient pas ce type d'installation.

11 - Monsieur BERLINGER rappelle la soirée choucroute du 5 février et invite ceux qui veulent s'y inscrire à se manifester rapidement.

A la demande de M. MOULIN est reproduite, textuellement, et jointe à ce Compte rendu la note remise au secrétariat.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 45 minutes.

La Secrétaire de séance,
Mme Géraldine VIRUMBRALES

Le Maire,
Mme Murielle PICQ

M. CADUSSEAU Bruno, Conseiller Municipal	
Mme CHAMBOUNAUD Valérie, Conseillère Municipale	
Mme FIORAZZO Irène, Conseillère Municipale	Absente excusée
M. GOUDONNET Eric, Conseiller Municipal	
M. MACEIRA Jean-Marie, Conseiller Municipal	Absent excusé
M. MOULIN Emmanuel, Conseiller Municipal	
M. RAYMOND David, Conseiller Municipal	
M. VITRAS Francis, Conseiller Municipal	
Mme VIRUMBRALES Géraldine, Conseillère Municipale	

